

La charge

Benoît R. Sorel

Octobre 2019

La campagne est triste, la campagne est moche. Elle est battue par les vents que ne freinent plus les haies misérables, quand elles existent encore. Il pleut et les ruisseaux et les rivières se transforment en veines de boue : la pluie emporte la terre des champs où aucune culture ne pousse en hiver. La campagne pue, la campagne schlingue. Les champs reçoivent des milliers de tonnes de lisier liquide et fumant en provenance de centaines de porcheries. Ça empeste pendant des jours. La campagne est terriblement bruyante. Ce n'est que va-et-vient incessants de tracteurs monstrueux, qui traversent les bourgs sans ralentir, sans prendre garde aux piétons, chargés de quarante tonnes de foin ou autant de maïs à ensiler. La campagne, enfin, est tel un lit de mort : dans ses cultures on y trouve des pesticides, dans sa terre on y trouve des pesticides, dans ses rivières on y trouve des pesticides, dans ses nappes phréatiques on y trouve des pesticides et dans son air on y trouve des brouillards de pesticides.

Oui, les raisons sont nombreuses pour ne pas aimer la campagne. Et à ces raisons on trouve une seule raison pour les expliquer : l'agriculteur. L'agriculteur est un pollueur. Cette

campagne moche, triste et morbide est sa réalisation. Honte à lui.

Pourtant, en y regardant mieux, la raison des raisons de cette campagne morte n'est pas l'agriculteur. En y regardant mieux, on voit qu'il n'y a pas d'agriculteur. Agri-culteur : celui qui cultive la céréale nourricière. Mais est-il vraiment cette personne ? Non. Il a fait des études et il est « technicien supérieur ». Il a un BTS, un brevet de technicien supérieur. Or un technicien, par définition, est un homme de l'industrie. Plus exactement, il est celui qui installe et qui règle les machines. Celui qui utilise les machines est l'ouvrier. L'ouvrier agricole. L'ouvrier ne pense pas, il fait ce qu'on lui dit. Mais qui lui dit quoi faire ? L'INRA, d'abord, qui dans ses études l'a nommé « exécutant » et UTH : unité de travail humain. Le sociologue l'appelle « agent de la ruralité ». La presse locale, porte-voix du syndicat agricole majoritaire, le veut « entrepreneur ». Car l'agriculteur doit être chef d'entreprise. D'ailleurs, il est « fournisseur de matière » sur les places financières et ses terres constituent un « placement » pour les spéculateurs. Le département et la région l'appellent « acteur rural de premier plan ». Le fisc et les assurances sociales le dénomment « exploitant agricole ». Plus précisément : un pommiculteur, un éleveur de vaches à lait ou un éleveur de vache à viande, un céréalier, un légumier, un éleveur porcin. Quand il y a polémique sur l'utilisation des pesticides, le syndicat évoqué prend la voix de son maître et fait de ces hommes des « soigneurs des plantes », qui administrent des médicaments.

En regardant mieux, on voit donc qu'il n'y a rien qui s'appelle agriculteur ou encore cultivateur. Cet homme-là n'est rien, car s'il était quelque chose, il disposerait de son propre nom.

À défaut d'avoir un nom, a-t-il des actions qui lui sont propres ? Fait-il ce qu'il a envie de faire ? Regardons mieux. Ces gros tracteurs sont ceux qu'on lui a dit d'acheter. Ces plants hybrides ou OGM sont ceux que l'INRA et les coopératives lui disent d'acheter. Vend-il ses récoltes au prix qu'il veut ? Non, on lui achète au prix décidé par les coopératives, par la grande distribution et par les spéculateurs de la bourse aux produits agricoles de Chicago. Ses investissements sont ceux que sa banque lui a dit de faire. Ses bénéfices sont les subventions que l'Europe lui verse. Décide-t-il de qui se nourrira de ses produits ? Non, ses produits seront exportés, parce que les commerçants sont subventionnés pour exporter — dans les pays pauvres, ce qui bloque la création de filières agricoles locales, autre débat. Ses engrais, ses pesticides ? Les élus locaux corrompus lui disent lesquels acheter, tel le sénateur de notre département Philippe Bas, dont le nom figure dans la « liste » des soutiens de Bayer-Mosanto (voir le scandale des « monsanto papers »). Les terres qu'il possède ? Les élus locaux, corrompus aussi par les promoteurs immobiliers et accordant faveurs et contre-faveurs, lui disent lesquels il pourra acheter, via l'organisme fantoche de la SAFER. Et sa voiture qu'il achète ? Comme tout chef d'entreprise, il n'aspire qu'à acheter une merco.

Voyez donc cet homme qui n'a pas de nom et qui ne fait rien de lui-même. Quelle autre campagne peut-il construire qu'une campagne de merde ? Cet homme bas-de-plafond dit, parfois,

qu'il se révolte. Le syndicat des jeunes agriculteurs déverse moult bennes de fumier et brûle moult pneus devant les préfectures. Il revendique la force vitale de la profession. Il revendique son droit à l'avenir tout en « préservant le modèle agricole ». Il vitupère, il fait du bruit, il se fait voir et entendre. Ce syndicat défend-il le droit de ces hommes à décider de leur propre nom ? Que nenni. Ce syndicat s'agite pour que cet homme soit désormais un « gestionnaire par satellite et 5G » de ses cultures. Et il s'agite pour que machines et tracteurs deviennent autonomes. Pour qu'elles puissent elles-mêmes mesurer, calculer et pulvériser à chaque parcelle les engrais et les pesticides nécessaires, grâce à des capteurs et des ordinateurs embarqués reliés aux yeux des satellites. Et pour que labour, semis et récoltes se fassent bien sûr de façon autonome. Sans que la présence d'un homme dans une cabine de tracteur soit nécessaire. Bref : ce syndicat des jeunes défend le droit de ces hommes à être remplacés par des machines. Et que font ces hommes ? Dans la campagne de France et dans les campagnes de tous les pays modernes ? Ils acquiescent. Ils sourient : « c'est le progrès » disent-ils. C'est pour assurer l'avenir de la profession.

Peut-on être plus idiot que ces hommes ? Je ne le pense pas.

Il n'existe plus le paysan, qui *faisait le pays* mû par l'amour des plantes et de la terre. Il n'y a plus que ces hommes, qui revendiquent leur nationalisme, qui brandissent leur fusil de chasse, qui ne veulent pas d'étrangers chez eux, mais qui veulent quand même exporter leurs céréales, leur viande et leur lait dans le monde entier. Ces hommes-là sont des cons finis. Il n'y a plus de pays, il n'y a que de la connerie.

PS : Cet homme-là qu'on appelle agriculteur, a-t-il un espace à lui ? Marque-t-il de sa présence les terres qu'il possède ? S'il n'a ni nom ni action propre, il doit bien avoir au moins un territoire à lui ? Et bien non. Vous l'avez certainement remarqué si vous vivez à la campagne : l'agriculteur est rarement dans ses champs. S'il a des prairies, vous ne l'y verrez qu'une fois par an ! Un « céréalier » cultive à lui tout seul cent hectares de terre. Son tracteur travaille et roule aussi vite que possible, et lui-même n'en descend jamais. Il ne touche jamais la terre : ce sont des techniciens chimistes qui en font des « prélèvements » pour l'analyser en laboratoire, et dire qu'il manque telle ou telle molécule. Heureux l'homme qui a un peu de terre au fond de la main !

Bref, je crois qu'il y a plus d'empreintes de cosmonautes sur la Lune que d'empreintes d'agriculteurs sur Terre.